

TIZI-OUZOU / BOUZEGUENE

Enfin la reprise des travaux à Chréa !

Bonne nouvelle pour les populations de l'est de la wilaya de Tizi-Ouzou et de l'ouest de la wilaya de Béjaïa, ils pourront profiter dans un proche avenir d'une nouvelle infrastructure routière qui reliera ces deux wilayas par lghzer Amokrane et Bouzeguène en vingt minutes. Les travaux d'aménagement et d'élargissement de la chaussée en vue du bitumage du CW251, sur une distance d'environ 4 kilomètres, de Houra à Chréa à la limite géographique avec la daïra d'Aouzellaguen (Béjaïa), ont repris sous la houlette de la jeune entreprise Meziane Aziz et frères, qui a engagé une flotte d'engins flambant neuf. Accusant un énorme retard, le projet avait fait réagir le wali lors de sa visite de travail et d'inspection, le 29 mai der-

nier. Un délai n'excédant pas le mois de septembre avait été vainement donné à l'entreprise qui avait lancé les travaux en 2003.

La DTP de Tizi-Ouzou a eu donc la main heureuse en confiant tout récemment les travaux à cette nouvelle entreprise de travaux publics qui a accompli un travail colossal comme constaté sur place, dimanche, préparant le terrain au bitumage laissé à l'entreprise initiale.

En sus de l'élargissement de la chaussée et des caniveaux, cinq ouvrages, des gabionnages sur des sites réputés pour leurs éboulements et glissements de terrain, ainsi que deux déviations sont en train d'être réalisés afin

de contourner une zone rocheuse et un tronçon connu pour son instabilité en aval de la fontaine de Chréa.

Le P/APC de Bouzeguène, qui a tenté d'associer à ce projet son vis-à-vis de Aouzellaguen dans la wilaya voisine de Béjaïa pour ce qui est du tronçon de 3,600 km relevant de ses compétences territoriales, n'a pas caché sa satisfaction devant le rythme imprimé aux travaux.

"Une fois terminée, cette route contribuera à l'essor de l'économie et du développement local dans les deux versants, notamment vers le pôle économique de Béjaïa, quand on sait le nombre de camions qui empruntent quotidiennement

dans les deux sens en dépit de sa vétusté", remarquera-t-il.

En somme, et pour peu que les pouvoirs publics du côté de lghzer Amokrane jouent le jeu en titimant la bretelle située dans leur territoire, il sera possible de rallier les daïras de Bouzeguène et d'Aouzellaguen en une trentaine de minutes seulement. Une aubaine connaissant l'intérêt géostratégique de cette route comparativement au col de Chellata, sujet à de fréquents enneigements en hiver.

Enfin, selon un élu, une enveloppe de 14 milliards de centimes a été débloquée par les pouvoirs publics pour l'ensemble de ce projet.

S. Hammoum

MECHTRAS

Péril sur les écolières

C'est avec la peur au ventre que les parents des élèves de l'école de filles Lekadir-Amar de Mechtras voient chaque matin leur progéniture partir en classe.

En effet, un danger certain menace, ces enfants qui sont "jetés" au milieu de la chaussée de la RN30 par la faute de marchands de fruits et légumes qui n'ont pas trouvé mieux que de squatter les trottoirs pour s'adonner illicitement à leur activité lucrative.

Et comme l'appropriation des trottoirs ne leur suffit pas, une partie de la chaussée est accaparée par les véhicules

des clients ! Quant aux piétons et aux élèves, en particuliers, ils n'ont d'autre choix que de disputer ce qui reste de la chaussée aux automobilistes, d'autant que le trottoir de l'autre côté est occupé par les épaves de bus qui y moisissent depuis des années.

Les protestations des parents et les tentatives des élus locaux de chasser les indus occupants sont restées malheureusement sans écho. Même un arrêté communal les sommant de quitter les lieux n'a pu avoir raison de leur obstination. Il y a quelques jours, une délégation,

composée de membres de l'Association des parents d'élèves et d'élus de l'APC de Mechtras, a été reçue par le chef de daïra de Boghni pour lui soumettre le problème de ces marchands qui défient les lois de la République, refusent d'obtempérer à un arrêté communal et mettent en péril la vie de centaines d'enfants.

Faudrait-il qu'un enfant paie de sa vie pour qu'enfin ces individus qui exercent une activité lucrative dans une totale illégalité soient ramenés à la raison ?

A. A. Y.

Un citoyen agressé et délesté de son véhicule sur la route Aghrib-Azazga

Décidément, les agressions et vols de véhicules ne cessent d'animer les discussions quotidiennes des usagers de la route reliant Aghrib à Azazga.

En effet, il ne se passe pas un mois sans que de nouveaux faits viennent attiser la peur des automobilistes de la région. Vendredi dernier, vers 22 h, un citoyen a été délesté de son véhicule après avoir été roué de coups.

Les faits se sont déroulés au lieu dit Thachrouft sur une déviation pour contourner un pont en pleine réfection sur près de 30 mètres. La victime qui rentrait chez elle à bord de son four-

gon, une fois arrivée à cet endroit spécialement aménagé, a dû ralentir et c'est le moment qu'ont choisi ses agresseurs pour lui tomber dessus et le délester de son bien avec une brutalité inouïe.

Encore une autre agression, une de plus sur cet axe dont on a fait état de sa dangerosité dans ces mêmes colonnes et dont les auteurs se sont volatilisés après leur forfait de la même manière que leurs prédécesseurs.

Les habitants, perplexes, choisissent de rester chez eux la nuit.

F. B.

BOUIRA

L'APC D'AOMAR FERMÉE PAR DES VILLAGEOIS

Les parents exigent le ramassage scolaire

Tout a commencé lorsque, il y a trois jours, l'APC d'Aomar a reçu un bus de solidarité dans le cadre du ramassage scolaire. Au niveau de cette commune située à 22 km au nord-ouest de Bouira, au moins trois villages vivent le calvaire de l'éloignement des établissements scolaires de leurs demeures, surtout concernant les cycles moyen et secondaire.

En effet, les villages Ouled-Nacer, Beni-Mellil et Rouabhia, situés tous sur la bande nord de la commune aux frontières avec Draâ-El-Mizan dans la wilaya de Tizi-Ouzou, souffrent depuis des années du problème de ramassage scolaire pour leurs enfants qui accèdent au moyen. Pour ce faire, les parents recourent le plus souvent aux moyens de bord : camionnette, véhicule léger... Cependant, beaucoup n'arrivent plus à joindre les deux bouts surtout pour ceux qui ont plusieurs enfants qui poursuivent leurs études au niveau des CEM et du lycée de la ville d'Aomar. Leurs enfants parcourent douze kilomètres en aller et retour chaque jour à pied. Cette situation invivable, surtout durant la saison hivernale, a fait réagir les villageois qui s'étaient maintes fois plaints auprès des autorités locales. En vain.

Lundi dernier, après que les villageois eurent vent de l'existence d'un microbus que l'APC venait d'acquiescer dans le cadre du ramassage scolaire, ils décidèrent de se rassembler devant l'APC afin de trouver une solution définitive à leur calvaire qui n'a que trop duré. En fermant l'APC vers 9 h du matin, les protestataires voulaient ainsi faire entendre leur voix.

En effet, vers 10 h, et en présence du chef de daïra et du P/APC, une réunion a eu lieu au siège de l'APC avec les représentants des trois villages. Vers 13 h, le chef de daïra a promis de régler le problème d'ici mercredi avec soit l'octroi de deux nouveaux microbus pour les deux autres villages soit la signature d'une convention avec les fourgons privés pour le transport des élèves issus de ces trois villages, en attendant que l'APC acquiesce deux autres microbus.

Les villageois qui étaient près de 300 ont quitté les lieux dans le calme et le siège de l'APC a rouvert ses portes. Ils se sont donnés le mot pour se retrouver aujourd'hui sur le même lieu au cas où les autorités n'auraient pas tenu leurs promesses.

Y. Y.

BLIDA

53 détenus ont bénéficié des dispositions de la charte pour la paix

Nous apprenons, à l'issue de la cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire dimanche dernier à la cour de Blida, que 163 personnes dont 53 détenus ont bénéficié des dispositions de la charte pour la paix et la réconciliation nationale.

Sahel Hamid, procureur général près la cour de Blida, a fait savoir, dans son discours d'ouverture, que la chambre d'accusation a rendu 94 arrêts d'extinction de l'action publique et que les tribunaux relevant de sa cour ont rendu 573 jugements déclaratifs de décès de disparus. Tout comme il a été délivré 314 autorisations aux notaires pour l'établissement de *fredha* aux ayants droit des disparus.

Dans un autre registre, le président de la cour de Blida, M. Touati, a rendu

public le bilan d'activités de l'année judiciaire écoulée. Ainsi, nous apprenons que le nombre d'affaires enrôlées en matière de droit civil à la cour de Blida est de 8 443 dont 6 602 ont été jugées. S'agissant des 9 tribunaux relevant de cette même cour, il a été annoncé que 24 272 affaires ont été enregistrées dont 12 639 jugées. Pour le procureur général, "on ne peut aboutir à un projet de développement social et économique sans qu'il y ait application du pouvoir législatif et son respect par tous. Il est à l'évidence le seul moyen de nous délivrer des fléaux sociaux".

A noter qu'à cette manifestation ont pris part les walis de Blida et de Tipasa ainsi que les autorités civiles et militaires des deux wilayas.

M. B.

LYCEE MIRA DE BOUIRA Un arrêt de cours de deux heures pour soutenir les syndicalistes

Les enseignants du lycée Mira de Bouira ont observé, dimanche, un arrêt des cours durant deux heures en signe de solidarité avec leur collègue Redouane Osmane qui comparait, hier, devant le tribunal pour ses activités syndicales au sein du Cla, ainsi que M. Lemdani du Cnapest, qui avait comparu la veille pour les mêmes motifs et dont le procès est renvoyé au 26 octobre prochain. Hier après-midi, un enseignant du lycée nous dira que les enseignants du Cnapest vont élargir les actions de solidarité au niveau de tous les lycées de la wilaya chaque fois que des syndicalistes du Cnapest et du Cla comparaitront devant la justice pour leurs activités syndicales.

Y. Y.